

1^{er} mai 2014 :

Non à la régression, Non à l'austérité.

Partout dans le monde, la journée internationale du travail va permettre à des milliers de salarié-e-s, de privés d'emploi et de retraités de descendre dans les rues, certains au prix de leur vie, pour exiger un monde de paix, un juste partage des richesses et la mise en œuvre de politiques sociales.

En Europe, la commission et les gouvernements remettent en cause les acquis sociaux conquis par les peuples et organisent une concurrence insoutenable.

Manifester ce 1^{er} mai doit permettre, dans toutes les grandes villes européennes, l'affirmation de l'égalité des droits pour toutes et tous, l'instauration d'un principe d'harmonisation sociale par le haut (protection sociale, salaire, temps et conditions de travail,...), la remise en cause de l'Europe forteresse rejetant à la mer, comme à Lampedusa, des milliers de migrants. Ce sera aussi l'occasion d'exiger le renforcement des droits des femmes, notamment à l'IVG et l'extension des services publics.

Dans notre pays, après le résultat des élections municipales, le gouvernement refuse de tenir compte des messages exprimés par les électeurs. Pourtant, la demande est pressante pour plus d'emploi, de justice sociale et fiscale.

Les annonces faites par le nouveau Premier ministre montrent que le gouvernement poursuit la même logique d'austérité. Pire il l'amplifie !



Le plan **d'économie budgétaire** de 50 Milliards d'euros est confirmé. Les restrictions s'opéreront dans tous les domaines : la santé et l'action sociale pour 21 Mds, les collectivités locales pour 11 Mds et l'Etat pour 18 Mds.

Il permettra de financer les 30 milliards d'euros accordés au patronat.

Les derniers 20 Mds d'économie devaient servir, selon le gouvernement Ayrault, à diminuer le déficit budgétaire conformément aux dogmes de l'Europe libérale. Il n'en sera rien ! Manuel Valls a décidé de les utiliser à de nouvelles exonérations patronales (suppression de la contribution sociale de solidarité des sociétés, suppression de la surtaxe sur le résultat des sociétés, diminution du taux de l'impôt sur les sociétés,...). Dès les élections européennes passées, le gouvernement reviendra donc à la charge pour imposer de nouveaux « efforts »...

Refusons ces politiques d'austérité ! Pour sortir de la crise exigeons une vie meilleure, l'augmentation des pensions et des salaires, une protection sociale de haut niveau, la mise à plat et l'évaluation de toutes les aides publiques accordées aux entreprises.

Judi 1er mai 2014
Manifestation interprofessionnelle unitaire
10h place Jean Jaurès à St Gaudens